

21 juillet 2012

ASSEMBLEE GENERALE du samedi 30 juin 2012 (14h30 à 17h30)

Participants à l'assemblée du 30 juin 2012 :

▪ **Adhérents présents (38)**

ABELA Marie-Thérèse, BASSIROU Sambou, BEAUDOUX Étienne, BLEU Alain, BERTINI Barbara (pp)¹, BOURGEAT Joëlle, CAMARA Ali Koma, CELLIER Guillemette, CHASSOT Mathilde, CLAMAGIRAND Bernard, COLIN de VERDIÈRE Michel, COULIBALY Boubou, CUFFINI Emmanuel, DEJEAN Jacques, DEMODE Michel, DIA Samba, DIBOT François, DOICESCU de ROUVILLE Cécile, FAIZANT Marc, FOFANA Doulo, HARKOUK Arezki (s)², HUMERY Marie-Eve (pp), HYON Bernard, JENNY Frédéric, KAMISSOKO Sadio, KEBE Harouna, LAFRÉCHOUX Mathieu, MAGUIRAGA Mariam (s), MICHEL Guy, MONTHÉ Francis, N'DIAYE Daouda, RICARDOU Raphaël (s), ROUBERTIE Marylène (pp), SARAMBOUNOU Mamadou (pp), SEMEDO Carlos(pp), SOUMARÉ Demba, TERA Zaynab (pp), YATERA Samba (s).

▪ **Adhérents absents ayant donné procuration (22)**

BLEU Adriana, BOUTROU Jean-Jacques, de la CROIX Dominique, DELSOL Laurence, DUBOIS Marc, DUBOIS Véronique, FOURD Jean-Paul, GARCELON Sophie, GOMES Patrick, JAMET Sylvain, LESUEUR Marie-Ange, LEVY Marc, NDIAYE Tacko, PICARD Monique, RAVELLI Georgette, RULETA Mickaël, de SENNEVILLE Jean, SIBOUT Vincent, SZYMUSIAK Yves-Marie, TROUVÉ, Jacqueline, TROUVÉ Claude, VILLETTE Xavier.

▪ **Adhérents absents excusés (7)**

CRESPI Olivier, DUMONT Bernard, GOMES Malique, MULLER Elisabeth, SAKHO Baganda, SYLLA Samba, THIOYE Ibrahima

▪ **Autres salariés présents non adhérents (13)**

BLONDY Emilie, BRICHART Marie, CAMARA Lamine, DOUKOURE Mariame, DZOMO Romuald, GASSAMA Boubakary, GUERINOT Solène, LECOQ Yvan, LE MASSON Olivier, MARTIN Ségolène, PRIOLLAUD Corinne, MBOMOZOMO Karen, METTAHRI Sanae, SO Halimata, SOUMARÉ Almamy, RUE Olivier.

¹ (pp) indique un adhérent présent à l'AG, mais ayant voté par procuration

² (s) indique un salarié du GRDR également adhérent

Programme et ordre du jour ci-après, tel que joint à la convocation à l'AG.

- 1) **Mot d'ouverture du Président**
- 2) **Présentation des activités 2011**
- 3) **Pré-synthèse des travaux en ateliers de la matinée**
- 4) **Rapport moral 2011**
- 5) **Rapport financier : comptes 2011, budget 2012, barème des cotisations 2013, mandat du commissaire aux comptes**
- 6) **Échanges avec les participants sur l'activité, les orientations et les finances.**
- 7) **Vote des résolutions**
- 8) **Élections au CA : présentation des candidats, vote et résultats.**

DÉROULEMENT DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

1) Mot d'ouverture du Président

2) Présentation de quelques activités 2011 par des salariés et un représentant des COS

Une version provisoire du rapport d'activités 2011 a été remise en aux participants. La version finale sera diffusée en septembre aux adhérents et mise en ligne sur notre site web.

✓ En Afrique de l'Ouest

- **Olivier LE MASSON**, directeur Afrique aujourd'hui en poste à Montreuil, explique que les équipes ont déroulé les activités sans trop de difficultés en 2011. Mais le début de 2012 a été plus tendu avec coup d'état au Mali puis en Guinée Bissau d'où une fragilisation du contexte d'intervention à la fois en termes institutionnels et partenariaux. Quels enjeux ? Quel impact sur le GRDR ? Quel rôle pour le GRDR dans l'avenir ?
Des procédures sans cesse plus complexes (conditions de cofinancements à l'AFD), et l'impression parfois d'une « loterie » incontrôlable (UE) : l'effort des équipes en 2011 a été considérable (près de 40 requêtes déposées) avec des résultats mitigés.
Quelques innovations en lien avec les orientations stratégiques de l'association :
 - ✚ Sur les questions de la citoyenneté et du vivre ensemble dans la région du Gorgol (financements Fondation Anna Lindh)
 - ✚ Sur la place des femmes dans la gouvernance locale à Kayes (financements UE-CCFD)
- **Mariam MAGUIRAGA** témoigne pour le Mali. Quel constat aujourd'hui ?
 - ✚ La crise ne date pas du coup d'état ; depuis 2011 climat d'insécurité et mouvements de la société civile qui débouchent sur un coup d'état cette année 2012. L'occupation des trois régions du nord s'en suit et tout cela met le Mali dans une situation très difficile.
 - ✚ Le nouveau gouvernement a de lourdes tâches à accomplir; en plus de cette situation politique difficile, la crise concerne aussi l'insécurité alimentaire.
 - ✚ La coopération bilatérale est par ailleurs suspendue mais les coopérations décentralisées restent fonctionnelles (nombreuses déclarations de condamnation du putsch et de soutien aux partenaires).
 - ✚ Les équipes et les COS ont l'esprit ailleurs : tout le monde y pense sans trop savoir comment s'organiser, réagir. Si le coup d'état est par principe condamné, l'envie de changement est très forte aujourd'hui.
 - ✚ Comment le GRDR s'organise-t-il dans ce contexte ?

- Limitation des activités mobilisatrices, notamment celles qui auraient pu être trop médiatisées.
 - Les mesures sécuritaires prises en interne au GRDR ont fait leurs preuves et sont toujours activées.
 - Maintien des relations avec l'Assemblée Régionale de Kayes et la plupart des partenaires locaux : les activités continuent à leur demande !
 - Présence dans les différents réseaux au sein de la société civile au niveau régional et au niveau national (Forum des organisations de la société civile) aussi sur des propositions de sortie de crise : mais peu d'échos à Bamako.
 - La question de la place, du rôle et de l'organisation de la société civile est grandement d'actualité : les divisions sont multiples et le discours illisible. Le GRDR doit prendre le recul nécessaire pour appuyer ces organisations pour qu'elles occupent une place centrale et citoyenne dans le Mali de demain (cf. Programme Food Security sur la Sécurité alimentaire déposé en juin 2012, UE/CCFD, etc.).
- **BASSIROU Sambou** pour la région de Ziguinchor, venu représenter l'ensemble des COS à l'AG. Quelles activités phares sur la Casamance (PROVAFIL) ? Quel constat aujourd'hui sur le pôle littoral suite aux événements en Guinée Bissau et aux élections au Sénégal ?
- ✚ Programme de valorisation des filières économiques locales (élevage porcin, maraîchage, apiculture) avec l'AECID) : après un appui aux producteurs de ces filières, ceux-ci ont décidé de s'organiser en coopérative pour pérenniser la dynamique.
 - ✚ En Guinée Bissau :
 - Putsch entre les deux tours de la Présidentielles le 12 avril 2012.
 - Situation difficile au début (impact sur la campagne de noix de cajou) puis amélioration suite à la libre circulation des biens et des personnes
 - ✚ Au Sénégal
 - Les élections se sont bien passées au final : les perspectives en termes de décentralisation ne sont pas claires (Orientation ? Nouvelle phase ?).
 - Le Président a organisé un conseil des ministres déconcentrés à Ziguinchor (en pleine campagne pour les législatives) où il a promis de résoudre de multiples problèmes (santé, éducation, agriculture...).
- **Compléments d'Olivier LE MASSON :**
- ✚ Effectivement le Président sénégalais a fait la promesse d'investir 360 milliards de FCFA autour du triptyque « Paix-Désenclavement-Développement ». Il a développé le concept de « Gouvernance verte » qui fait écho à la Convention Programme en cours d'instruction à l'AFD sur la gestion raisonnée des écosystèmes sur le pôle littoral (not. de mangroves).
 - ✚ Mais inversement, en Guinée Bissau, l'Union Européenne conditionne ses financements au retour à l'ordre constitutionnel et l'AECID se retire de cette sous-région (nombreux départ d'ONG espagnoles et de partenaires historiques comme la GIZ).
- **Yvan LE COQ** présente l'atlas du sud-est mauritanien et fait le point sur la sécurité alimentaire
- ✚ Plusieurs constats du GRDR en Mauritanie démontent quelques éléments habituels du discours sur la sécurité alimentaire dans le pays tels que le recours à l'irrigation comme seule solution, alors que l'agriculture pluviale est capitale pour la sécurité alimentaire, l'augmentation de la production céréalière impérative, alors que les problèmes concernent davantage l'accès, le déficit structurel de production alors que les exportations de bétail se font vers la sous-région, le déficit d'infrastructures alors que l'accès des groupes précaires aux infrastructures déjà existantes est capital.

✓ En France et en Europe

- **Rafaël RICARDOU** présente le travail fait sur la scolarisation des enfants de migrants d'origine subsaharienne
 - ✚ Problématique déjà ancienne en ce qui concerne l'insertion des enfants d'immigrés. On entend beaucoup de choses sur l'échec scolaire avec une corrélation fréquente entre migration et échec scolaire. Ces éléments sont dans le domaine public.
 - ✚ Deux territoires concernés, dans une démarche de recherche action avec les acteurs locaux, 100 familles concernées, entretiens avec 35 enfants et 40 adultes impliqués dans les questions éducatives.
 - ✚ Partenariat avec la DAIC.
 - ✚ Diversification de la migration aujourd'hui, des réalités sociales vécues dans l'immigration très différentes, des situations sociales qui ont beaucoup évolué. Des stratégies familiales d'évitement scolaire pour aller vers le secteur privé ; une représentation de l'école plutôt positive malgré les relations souvent difficiles avec l'école.
 - ✚ Concernant les territoires (Les Mureaux et Aubervilliers) Ségrégation scolaire très importante, rapport de l'école aux familles compliqués
 - ✚ Quels leviers pour la réussite ? Le sens de l'expérience scolaire. Quelle vision les enfants ont-ils de l'école ?
 - ✚ Intériorisation des assignations sociales et professionnelles auxquelles les enfants sont confrontés ; manque d'ambition en général.
- **Emilie BLONDY et Karen MBOMOZOMO** à propos de la citoyenneté pour le projet TRANSFRONTER
 - ✚ Prétexte de la frontière franco-belge : promouvoir la citoyenneté au delà de la frontière et accompagner les jeunes ruraux à l'ouverture sur l'autre.
 - ✚ Projet déroulé entre janvier et juin 2012, filmé, devant déboucher sur un DVD documentaire d'une vingtaine de minutes fait avec les élèves de lycées.

3) Présynthèse des travaux en ateliers de la matinée (GRDR Vision 2025)

Cette présynthèse est présentée par **François DIBOT**, qui assure avec **Alain BLEU** le copilotage de ce dossier stratégique. Les ateliers de la matinée sont la 3^{ème} étape d'un travail, dont la première étape fut réalisée par les ateliers de Wormhout et la seconde par le CA qui a dégagé les trois entrées traitées au cours de la matinée : inter culturalité, résilience, alliance et partenariat.

Notre socle commun reste *l'inter culturalité* au travers de la citoyenneté, l'immigration et le développement. Notre lecture est sociétale et dénonce le discours dominant « l'autre, le différent n'est pas soluble dans la république ».

Le GRDR doit pourtant dépasser son action actuelle qui consiste plus à corriger les erreurs au coup par coup en se positionnant sur des programmes des politiques publiques qui stigmatisent. Nous devons prendre de la hauteur pour afficher clairement la promotion de plus de citoyenneté au travers un statut de « droit commun universel ». Nous devons promouvoir l'inclusion comme réponse aux dynamiques actuelles d'exclusion. Nous devons militer pour la recomposition en opposition à la juxtaposition à la mode anglo-saxonne. A l'instar des résultats de l'étude sur la scolarisation des enfants issus de la migration, nous devons promouvoir des outils d'une pédagogie de la connaissance, comme contre- pouvoir aux théories dominantes.

Pour ce faire, quel type de *résilience* devons-nous envisager pour le GRDR ? Nous actons la perte de poids des Etats Nations et leurs modes de gouvernance largement dégradés dans le monde. Il est indispensable alors de recentrer nos approches des territoires d'actions en infra des Etats Nations

pour rester cohérents; les sous-régions au Sud et l'Europe au Nord. Une de nos principales forces reconnues est la fidélité aux territoires. Mais, dans le même temps, l'absence de cadres structurants en interne et avec nos partenaires ne nous permet pas, véritablement, d'engager de réelles actions structurantes au bénéfice de ces mêmes territoires. L'erreur à éviter serait de s'engouffrer dans une approche par genre (jeunes, vieux, femmes...) par défaut. C'est donc moins de résilience qu'il faille parler mais plus de notre capacité d'adaptation à la complexité des territoires où nous entendons nous maintenir ou nous investir.

La question du *partenariat* est donc essentielle. Sommes-nous dans une démarche de réponse à une demande des territoires ou exprimons-nous un besoin propre au GRDR ? Il est évident que les champs opératoires sont de deux natures ; les collectivités décentralisées, au Sud, pour militer l'accompagnement à la transformation sociale et l'Europe, au Nord, pour développer une réponse politique cohérente en contre-pouvoir aux pratiques actuelles des coopérations décentralisées et de gestion des fonds du développement. Dans ces deux démarches à conduire, la question centrale est la même ; avec qui devrions-nous avoir un destin commun et devons-nous le faire dans la construction et/ou l'opposition ?

4) Rapport moral présenté par le Président

Ce rapport, préparé avec le CA et le Bureau, porte sur la période écoulée entre les 2 AG de 2011 et 2012, alors que le rapport d'activités porte sur l'année 2011

- ✓ Le président présente les éléments essentiels du contexte, rappelle qu'il n'est pas exclu que la crise soit une opportunité pour trouver des solutions aux problèmes et les mettre en œuvre.
- ✓ Il rappelle aussi les grands axes de l'action du GRDR, fait part des nouveaux rapports entre le bureau et la direction exécutive avec des réunions mensuelles qui se mettent en place constate que l'accroissement du nombre de membres de l'association, bien qu'en sensible augmentation, reste encore insuffisant.
- ✓ La création d'un COS à Lille est une satisfaction pour le GRDR.
- ✓ La reprise progressive des activités du GRED s'effectue avec un changement de stratégie qui passe d'une fusion absorption à une liquidation avec dévolution de l'actif.
- ✓ L'ambition est d'aller vers une AG fin 2013 qui adopte de nouveaux statuts une fois que le travail sur les COS Afrique aura pu avancer davantage encore.
- ✓ La réflexion s'étoffe autour du projet GRDR vision 2025
- ✓ Le président présente des remerciements tous particuliers aux salariés qui manifestent un réel militantisme, et au CCFD-Terre solidaire, partenaire très proche.

5) Rapport financier : comptes 2011, budget 2012, barème des cotisations 2013, mandat du commissaire aux comptes

Le trésorier **François DIBOT** présente rapidement, compte tenu du retard pris dans le déroulé de l'AG, le rapport financier, d'où il ressort :

- Le fond associatif mérite encore d'être renforcé mais au moins existe-t-il désormais. Résultats satisfaisants en 2011 de telle sorte que l'année 2012 démarre sous de meilleurs auspices, la trésorerie restant fluctuante.
- L'année 2012 s'annonce nettement moins bonne que la précédente en termes d'activités. Des doutes subsistent pour 2012 pour plusieurs programmes. De ce fait le niveau d'activité baissant, le budget est aussi en baisse, ce qui entraîne de fortes tensions de trésorerie.

- Le CA propose une augmentation de la cotisation de base 2013 pour les adhérents France (de 20 à 25€) et le maintien des autres pour permettre le fonctionnement de la vie associative sans prélever sur les programmes.

L'AG écoute ensuite le rapport du Commissaire aux comptes, **Christophe BETH**. Ce rapport est complété par un diaporama qui permet d'illustrer les évolutions sur longue période. De l'exposé, il ressort ce qui suit :

- Le résultat est positif dans un contexte difficile.
- Le suivi de gestion et des projets progresse.
- Les fonds propres sont encore négatifs fin 2011 mais l'amélioration est nette dans le temps
- Il faut rester vigilant en ce qui concerne la trésorerie

Le CAC certifie les comptes sans réserve

6) Échanges avec les participants sur l'activité, les orientations et les finances.

Finances

- ✓ Comparaison des comptes 2011/2010 : changement de méthode de présentation des résultats avec abandon du système fondé sur les fonds dédiés.
- ✓ Forte baisse d'activité et situation difficile en 2012 avec baisse du budget. Le GRDR a toujours su s'adapter à des contextes de baisse de production mais les tensions sur la trésorerie restent un souci majeur dans un tel contexte. La baisse d'activité s'explique notamment par un malentendu avec l'AFD sur la convention-programme pôle littoral et d'autres programmes (pour un budget de un million € en 2012). 50 projets ont été déposés en 2011 mais le GRDR a rencontré des difficultés au niveau de l'UE qui ne finance plus guère pour le Mali et la Guinée-Bissau.
- ✓ Avec le CCFD, on est passé d'un prêt à 5 ans à un apport associatif avec droit de reprise. De ce fait 2012 commence avec des fonds propres positifs au 1er janvier 2012.
- ✓ Le développement des relations avec les collectivités locales évolue. Entre le GRDR et la ville de Montreuil les dossiers avancent concernant les foyers de travailleurs migrants maliens. Les collectivités territoriales ont tendance à diminuer leurs financements dans le contexte de crise ; elles sont très sollicitées par les autres associations pour boucler leurs plans de financement et il existe donc une forte concurrence. L'ancrage territorial nous permet de trouver de nouveaux partenariats qui devraient permettre au GRDR de rebondir au niveau des collectivités territoriales.

Activités

- ✓ La production de l'atlas du SE mauritanien est jugée fort intéressante. Qu'est ce qui est envisagé pour valoriser cette production ? Comment s'est passée la négociation pour faire passer ce travail auprès des bailleurs de fonds, Quelle philosophie en tire-t-on pour reproduire cela ?
 - Initialement il n'était pas prévu de faire l'atlas mais le GRDR a pu bénéficier de la réallocation de ressources inutilisées en raison de changement dans le contexte
 - Un comité scientifique s'est tenu à Nouakchott.
 - La valorisation de ce travail devrait nous permettre de reconsidérer notre approche de la sécurité alimentaire. Nous disposons d'un véritable outil de communication dans nos relations avec nos partenaires.
- ✓ Le travail sur la scolarisation des enfants est tout à fait positif aussi. Quelles préconisations finales en direction des collectivités territoriales et des institutions scolaires ? Quelle valorisation de ce travail en direction d'autres acteurs ?
 - Par rapport à l'intitulé de l'appel à projet : initialement l'étude devait porter sur les enfants d'origine malienne ; nous avons pu obtenir une problématique plus globale, subsaharienne.
 - Au niveau de la démarche de scolarisation nous avons défendu une démarche territoriale multi-acteurs

- Au niveau politique, avec une commande du ministère de l'intérieur et de l'immigration nous avons dû faire face à quelques difficultés de compréhension avec les structures de l'Éducation Nationale pour travailler avec elles ; il a fallu ensuite faire accepter les associations par cette structure. Il faut développer cette démarche ultérieurement entre institutions et associations.
- Des conclusions qui contredisent quelques idées reçues. Il est vrai aussi que l'immigration a changé de nature au cours des décennies écoulées
- ✓ Incitation de l'UE à la construction de politiques migratoires par les pays de départ (Mauritanie, Mali, Sénégal)
 - Comment les acteurs locaux et la société civile peuvent-ils intervenir sur la définition des politiques migratoires ?
 - Des réunions sont en cours en région de Kayes au Mali sur ce projet.

7) Vote des résolutions

1ère résolution

L'assemblée générale ordinaire des membres de l'association, après en avoir pris connaissance et débattu, approuve **le rapport d'activités 2011**, à l'unanimité.

2ème résolution

L'assemblée générale ordinaire des membres de l'association, après avoir pris connaissance et débattu, approuve **le rapport moral 2011**, à l'unanimité.

3ème résolution

L'assemblée générale ordinaire des membres de l'association, après en avoir pris connaissance et avoir entendu le rapport du commissaire aux comptes, approuve **les comptes 2011**, à l'unanimité.

4ème résolution

L'assemblée générale ordinaire des membres de l'association approuve **l'affectation du résultat** de + 39 556€ au compte de report à nouveau de telle sorte que le nouveau montant des fonds associatifs passe ainsi à – 94 681€, à l'unanimité.

5ème résolution

L'assemblée générale décide de nommer, pour une période de six (6) exercices à compter de l'exercice 2012 *la société DOUCET, BETH ET ASSOCIES*, 12-14 Rue de l'Église - 75015 PARIS représentée par M. Christophe BETH en qualité de **Commissaire aux comptes titulaire Monsieur Philippe SONNET**, 7 Rue Jean Mermoz – 78000 VERSAILLES en qualité de **Commissaire aux comptes suppléant** appelé à remplacer le Commissaire aux comptes titulaire en cas de cessation de ses fonctions.

La durée des fonctions des Commissaires aux comptes expirera à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice clos en 2017. Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

6ème résolution

L'assemblée générale ordinaire des membres de l'association adopte **le nouveau barème des cotisations pour 2013**, à l'unanimité.

7ème résolution

Conformément aux précédentes résolutions, l'assemblée générale ordinaire des membres de l'association donne **quitus de sa gestion au conseil d'administration** pour l'ensemble de sa gestion de l'exercice écoulé, à l'unanimité.

8ème résolution

Suite aux élections au conseil d'administration, l'assemblée générale ordinaire des membres de l'association donne pouvoir au porteur pour effectuer **les déclarations légales de changement dans l'administration du GRDR** auprès de la préfecture de Bobigny, à l'unanimité.

8) Élections au CA : présentation des candidats, vote et résultats.

Huit candidats se présentent à l'élection au conseil d'administration, dont 5 sortants et 3 nouveaux :

- Alain BLEU
- Guillemette CELLIER
- Mathilde CHASSOT
- Mathieu LAFRÉCHOUX
- Francis MONTHÉ
- Daouda NDIAYE
- Mamadou SARAMBOUNOU
- Carlos SEMEDO

✓ Les résultats du vote sont les suivants :

- Électeurs inscrits : 60
- Votants : 57
- Ont obtenu :

Candidat	Nombre de voix	Election
▪ Alain BLEU	56	Elu
▪ Guillemette CELLIER	52	Elu
▪ Mathilde CHASSOT	56	Elu
▪ Mathieu LAFRÉCHOUX	55	Elu
▪ Francis MONTHÉ	56	Elu
▪ Daouda NDIAYE	57	Elu
▪ Mamadou SARAMBOUNOU	56	Elu
▪ Carlos SEMEDO	56	Elu

La séance est levée à 17 heures 30, suivie d'un temps de rencontre entre salariés et adhérents autour d'un cocktail.

Francis Monthé

Secrétaire de séance

Michel Colin de Verdière

Président